

Proposition de doctorat en Économie comportementale et expérimentale INRAE - École Doctorale de Sciences Économiques de l'Université Grenoble Alpes

Évaluation expérimentale des effets de politiques monétaires et non-monétaires (nudges et boosts) sur les préférences révélées des consommateurs

Résumé

Ce projet étudie comment les politiques publiques peuvent accompagner l'évolution des préférences alimentaires des consommateurs vers des régimes à faible empreinte carbone, afin de contribuer à la neutralité carbone d'ici 2050. Les préférences alimentaires, encore peu prises en compte dans les évaluations des politiques climatiques, constituent pourtant un levier clé pour réduire les émissions agricoles et favoriser le stockage de carbone dans les sols. Le projet mobilise des expériences économiques en laboratoire et en conditions naturelles pour tester l'efficacité de différentes politiques (information, tarification carbone, interventions comportementales). Il s'agira d'identifier les mécanismes psychologiques derrière les résistances au changement et d'évaluer la malléabilité des préférences. Les données recueillies permettront d'estimer un modèle structurel de demande et d'éclairer les arbitrages entre efficacité, bien-être et équité des politiques climatiques, à l'échelle nationale et internationale.

1. Contexte et question de recherche

Deux leviers doivent être mobilisés pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 : une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre (GES), et le développement du stockage du carbone. Dans ce contexte, le projet étudiera comment les changements de comportements et de préférences alimentaires peuvent réduire les émissions de GES agricoles et renforcer le stockage de carbone dans les sols.

Dans une large mesure, la question des préférences alimentaires reste un angle mort des travaux d'évaluation des options d'atténuation du changement climatique. Or, les préférences des consommateurs apparaissent comme un obstacle aux évolutions souhaitables de la production agricole et de l'élevage. Elles sont également un obstacle à la mise en place de politiques de « prix du carbone » qui, en augmentant les prix alimentaires, génèrent des pertes de bien-être importantes pour le consommateur, avec de larges effets redistributifs en défaveur des plus pauvres, et des impacts politiques potentiellement déstabilisants pour les États. Cependant, ces pertes de bien-être seront atténuées si les préférences des consommateurs évoluent vers des régimes alimentaires à plus faible impact carbone.

Le projet abordera cette question de recherche en caractérisant les liens entre les préférences alimentaires et les préoccupations environnementales des consommateurs, et en identifiant la capacité des politiques publiques à aligner les premières avec les secondes. Comprendre la malléabilité des préférences alimentaires est également crucial pour évaluer les conséquences en termes de bien-être et de redistribution d'une transition vers des régimes alimentaires décarbonés.

L'objectif final est d'analyser le rôle des préférences alimentaires dans la transition carbone du secteur alimentaire, selon différents scénarios politiques.

Au niveau national, les résultats éclaireront l'analyse coût-efficacité des options politiques ciblant les préférences des consommateurs, et/ou augmentant le prix du carbone comme le recommande le rapport Quinet (2019) ou la stratégie nationale bas-carbone. Au niveau international, les résultats aideront à la conception des politiques publiques, européennes et mondiales, dans le contexte des objectifs climatiques du Green Deal et des accords internationaux négociés dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (e.g. COP 28 UAE « *Declaration on sustainable agriculture, resilient food systems, and climate action* »).

2. Objectif et méthodes

L'objectif de la thèse est de mettre en place des expériences économiques en laboratoire et en conditions naturelles (« *lab-in-the-field* ») afin d'évaluer l'efficacité de plusieurs politiques publiques visant à modifier les préférences révélées des consommateurs ainsi que l'empreinte carbone de leurs paniers de consommation. Le protocole expérimental produira des données de choix et de prix permettant l'estimation d'un modèle structurel de demande.

Les consommateurs peuvent entretenir des croyances erronées concernant les effets des politiques environnementales et de leurs propres actions environnementales (Douenne et Fabre, 2022 ; Jachimowicz *et al.*, 2018). Dans les expériences en laboratoire, il s'agira de tester si ces croyances fausses résultent de biais de perception liés à un manque ou à un mauvais traitement de l'information, ou si elles sont motivées par des bénéfices psychologiques, tels que l'évitement de la culpabilité ou de la honte associées à des comportements dommageables pour l'environnement (et pour quels individus en particulier). Différentes méthodes de réduction de ces biais cognitifs (explication des informations, mise en lien des prix et des croyances, cadrage par fixation d'objectifs, etc.) seront également testées.

Dans les expériences « *lab-in-the-field* », le comportement d'achat des consommateurs sera observé de manière répétée (à raison d'une fois par semaine pendant cinq semaines par exemple), afin d'étudier la persistance des effets des politiques dans un cadre réaliste.

Trois types d'interventions politiques seront testés : (i) une politique d'information prenant la forme d'un écolabel similaire au Nutri-Score à cinq couleurs ; (ii) une politique de tarification carbone ; (iii) des politiques comportementales combinant différentes mesures visant à renforcer l'efficacité des politiques standards, avec une conception fondée sur les résultats d'études pilotes en laboratoire. Les données issues des paniers de consommation sélectionnés serviront à estimer les effets dynamiques des traitements sur les paramètres de préférence du modèle structurel de demande.

Le(la) doctorant(e) aura accès aux plateformes expérimentales du Laboratoire d'Economie Appliquée de Grenoble sur deux sites : un sur le campus universitaire de Saint-Martin d'Hères un dans le centre-ville de Grenoble à l'Institut National Polytechnique de Grenoble. Le(la) doctorant(e) aura également accès au vivier de personnes participant aux expériences incluant des étudiants et aussi des consommateurs divers.

3. Encadrement

La thèse sera réalisée dans le cadre d'une co-direction entre deux laboratoires de recherche :

- UMR Paris-Jourdan Sciences Économiques, **Paris School of Economics (PSE)** : **Fabrice Etilé** (co-directeur de thèse, HDR)
- UMR Université Grenoble Alpes, INRAE, CNRS, Grenoble INP, **Laboratoire d'Economie Appliquée de Grenoble (GAEL)** : **Laurent Muller** (co-directeur de thèse, HDR) et **Benjamin Ouvrard** (co-directeur de thèse) ;

Le(la) doctorant(e) sera localisé(e) à Grenoble au sein de l'UMR GAEL. Cette thèse est adossée au projet PREFALIM financé par l'ANR.

4. Profil recherché

Le(la) candidat(e) devra être titulaire ou en cours d'obtention d'un Master 2 universitaire avec une spécialité en sciences économiques et une formation aux techniques quantitatives (statistiques, économétrie). La conduite d'expérimentations au cours du Master serait un plus. Une bonne maîtrise de l'anglais, lu, écrit et parlé, est demandée.

5. Candidature

Les candidatures sont à envoyer simultanément à Fabrice Etilé (fabrice.etile@inrae.fr), Laurent Muller (laurent.muller@inrae.fr) et Benjamin Ouvrard (benjamin.ouvrard@inrae.fr) d'ici le **1^{er} juillet 2025**.

Les candidatures devront comprendre un curriculum vitae détaillé, une lettre de motivation, les relevés de notes de Master 1 et 2, le mémoire de Master 2, deux références (personnes susceptibles d'être contactées).

L'employeur sera INRAE ; le salaire sera défini selon les grilles INRAE.

Début de la thèse : à définir.

Références

Douenne, T., & Fabre, A. (2022). Yellow vests, pessimistic beliefs, and carbon tax aversion. *American Economic Journal: Economic Policy*, 14(1), 81-110.

Jachimowicz, J. M., Hauser, O. P., O'Brien, J. D., Sherman, E., & Galinsky, A. D. (2018). The critical role of second-order normative beliefs in predicting energy conservation. *Nature Human Behaviour*, 2(10), 757-764.

Quinet, A., 2019, "La valeur de l'action pour le climat", France Stratégie.